

Charles Millon : « Le retour d'un service militaire est impossible »

Charles Millon : « Le retour d'un service militaire est impossible »

INTERVIEW



- Ancien ministre de la Défense de Jacques Chirac (1995-1997), Charles Millon est à l'origine de la suppression du service militaire qui fut entérinée ensuite par la gauche. L'ancien élu de centre-droit évoque le débat autour de la création d'un nouveau service national, demandé par des élus de gauche comme de droite et qui devrait être évoqué par François Hollande jeudi.

Souhaitez-vous le retour d'un service national en France?

Si l'objectif est d'aider à l'éducation des jeunes Français - qu'ils soient d'origine immigrée ou non -, cela doit se passer davantage dans les familles, dans les mouvements d'éducation populaire ou dans les écoles plutôt qu'à travers un service qui serait à reconstituer. L'éducation nationale, en racontant l'histoire de France, doit déjà permettre de renforcer les liens entre les Français et leur pays. Cela me paraît plus sage que d'inventer un système qu'on n'arrivera pas à mettre en œuvre.

Faut-il redonner à cet engagement un caractère militaire?

Ce service ne peut pas être militaire. Cela me paraît difficile à mettre en œuvre, sinon impossible. Et il n'y a plus aucun pays au monde, en dehors de ceux en situation de guerre ou qui ont des régimes totalitaires, qui aient encore un service militaire.

Certains nostalgiques peuvent regretter le brassage social que permettait le service militaire...

Ceux qui disent cela ne connaissent pas le problème. Quand on a supprimé le service militaire, 15% des appelés issus du bas de l'échelle sociale étaient déjà exemptés parce qu'ils ne parlaient pas suffisamment bien français et n'avaient pas de formation suffisante. Les 15% de l'échelle du haut étaient peu inquiétés car ils pouvaient obtenir des postes importants dans l'armée. Donc le brassage... Je dis cela d'autant plus qu'à l'époque où j'ai été nommé ministre de la Défense, j'étais très favorable à la conscription. Mais après trois mois de travail, on a constaté que le service militaire coûtait extrêmement cher et qu'il faisait obstacle à la mise en œuvre d'une armée professionnelle.

« La France a la maladie de vouloir toujours instaurer quelque chose d'unique »

Cette réforme a-t-elle été difficile à mener?

Non. Mais on aurait voulu mettre en place une plus grande réserve militaire, de plusieurs centaines de milliers de personnes, comme aux Etats-Unis. On aurait également espéré qu'un service civique puisse se développer parallèlement mais avec le changement de gouvernement en 1997, cela n'a pas été possible.

Faut-il néanmoins aller plus loin que le service civique en place depuis 2010?

Le service civique peut avoir des formes extrêmement multiples. Il y a des dizaines, des centaines, des milliers d'initiatives qui peuvent être prises. On peut nettoyer les forêts ou réhabiliter des vieux bâtiments. Certains préféreront rester dans leur village, d'autres aller à l'étranger. Que l'Etat permette aux jeunes de

poursuivre un idéal et que la collectivité publique crée les conditions pour porter cela me paraîtrait plus intelligent.

Doit-on rendre ce service obligatoire?

C'est impossible! S'il était obligatoire, quelles seraient les sanctions infligées à ceux qui ne le font pas? Allons-nous les mettre en prison? Ce serait aberrant. Même les différents responsables associatifs ne voudraient pas de jeunes qui viennent travailler contre leur gré.

Faut-il indemniser ce service?

Il faut voir cela au cas par cas. Certains voudront être indemnisés pour préparer la suite de leurs études, d'autres préféreront vivre la pure aventure et ne rechercheront pas forcément une rémunération. La France a la maladie de vouloir toujours instaurer quelque chose d'unique, uniformisé à tous et qui s'avérera en fait inadapté à 95% des personnes.

Arnaud Focraud - leJDD.fr

mercredi 04 février 2015

Charles Millon : «Quelque part, nous posions les prémices de ce qu'aurait pu être l'UMP»

Charles Millon : «Quelque part,

nous posions les prémices de ce qu'aurait pu être l'UMP»

Les rénovateurs, 25 ans après (2/5). En 1989, douze jeunes députés se rebellent et veulent tourner la page Chirac et Giscard. Quand les «douze salopards» se souviennent...



Charles Millon Sipa

Publié le mardi 15 juillet 2014 à 10h55 - Mis à jour le dimanche 20 juillet 2014 à 11h00

Par Ludovic Vigogne, Journaliste

Les faits - Imaginez Baroin, NKM, Bertrand, Wauquiez, Le Maire... s'associer et appeler au retrait de Sarkozy, Juppé et Fillon! En 1989, six députés RPR (Philippe Séguin, Michel Noir, François Fillon, Alain Carignon, Michel Barnier, Etienne Pinte) et six UDF (Dominique Baudis, François Bayrou, Charles Millon, Philippe de Villiers, Bernard Bosson, François d'Aubert) ont cette audace. Ils s'opposent à ce que Valéry Giscard d'Estaing conduise, avec l'appui de Jacques Chirac, la liste RPR-UDF aux européennes de juin. Ils proposent de monter une liste de jeunes. Pendant trois semaines, la droite sera en feu et les rénovateurs capituleront...

L'aventure des rénovateurs reste-t-elle pour vous un bon souvenir ?

Cela fait partie des meilleurs de toute ma vie politique. Notre mouvement a correspondu à une attente incroyable de l'opinion. Nous sortions d'une concurrence sans merci entre Jacques Chirac et Raymond Barre lors de la présidentielle de 1988, donc entre le RPR et l'UDF. Nous avons touché les limites de cette compétition, qui ne tournait plus autour d'aucune idée, et n'était plus que des rivalités d'hommes. Nous étions effondrés de voir que nos grands leaders ne tiraient aucune conséquence de leurs défaites. Au fond cela s'approche étrangement de ce qui se passe à droite aujourd'hui. Ne faudrait-il pas en tirer la leçon et appliquer en France la règle en pratique dans les grandes démocraties (Grande Bretagne, Allemagne, Etats-Unies) : le retrait de la vie publique des gouvernants qui ont subi une défaite électorale nationale. A ce jour seul Lionel Jospin s'est imposé cette règle.

C'est vous qui avez allumé la mèche avec une interview dans Libération le 28 mars 1989, où vous appeliez la «nouvelle génération» à se lancer aux européennes...

J'ai écrit ce que ressentait toute ma génération sans qu'elle n'ose le dire. Cela a provoqué un électrochoc. J'ai reçu des dizaines et des dizaines de coups de fil. On

a alors constitué ce groupe des douze députés, moitié RPR, moitié UDF. Dans notre tête, cela préfigurait l'émergence d'une grande formation de toute la droite. Quelque part, nous posions les prémices de ce qu'aurait pu être l'UMP ! Mes liens personnels avec plusieurs d'entre eux et l'appel dans Libération m'ont mis tout naturellement au cœur des opérations. Avec Philippe Séguin, nous étions intimes. Nous passions même des vacances ensemble. En 1981, on avait déjà créé le Cercle, un groupe de députés UDF et RPR, pour mener la bataille parlementaire contre le nouveau pouvoir socialiste. Une initiative si réussie et si efficace que Chirac et Barre ont tout fait pour la torpiller.

Pourquoi cela n'a pas marché ?

C'était une réaction générationnelle qui n'était pas fondée sur une même analyse. Les clivages idéologiques (bonapartistes vs orléanistes, souverainistes vs fédéralistes...) sont réapparus tout doucement. Nous avons plus réfléchi sur les structures, les méthodes que sur le fond. Les vieux démons de la politique ont resurgi. Il y avait une mini-concurrence entre nous, entre Philippe Séguin et Michel Noir surtout. Philippe Séguin a de plus négocié son retour au bercail en passant un accord avec Chirac. Quant à moi, j'ai fait l'erreur d'être trop timoré. Nombreux me poussait à être tête de liste. Je me suis effacé au profit notamment de Dominique Baudis, dont le métier de journaliste nous paraissait un gage de réussite de l'opération. Hélas s'il a crevé l'écran, il n'a pas tenu face à la machine des parties. Quel dommage ! Quelques jours après notre désistement qui marqua la fin de l'aventure des rénovateurs, j'accueillais, en tant que président de la Région Rhône-Alpes, François Mitterrand à Val d'Isère. Celui-ci m'a dit : «Vous avez fait une erreur. Vous faisiez une liste, vous créez l'événement politique le plus important de ces 20 dernières années !» Il avait raison. Les sondages nous mettaient entre 18 et 20%. Notre erreur est de ne pas être allé au bout.

Qui, de Valéry Giscard d'Estaing ou de Jacques Chirac, a eu votre peau ?

C'est Chirac qui a été le plus féroce. Quelque part, Giscard comprenait ce que nous faisons. Je ne dis pas qu'il était pour, mais il était conscient qu'il fallait prendre en compte notre génération. C'est pour cela qu'il m'a poussé quelques mois plus tard à être candidat à la présidence du groupe UDF à l'Assemblée nationale face à Léotard. J'ai gagné. Giscard a aussi nommé François Bayrou secrétaire général de l'UDF. En fait, il regrettait de ne pas avoir vingt ans de moins ! Chirac lui a été sans pitié à l'encontre de tous ceux qui ont fait partie de l'aventure. Il estimait que notre succès pourrait empêcher sa candidature en 1995. Et pourtant, ironie de l'histoire, ce sont les rénovateurs qui lui ont permis de gagner en 1995 : Séguin et moi !

Dans cette aventure folle, qui a été le plus solide ?

François Bayrou s'est révélé très tenace. Il n'a pas accepté la trahison de Séguin.

Et qui a flanché ?

Séguin, je le répète. Et pourtant, c'est comme cela qu'il a été élu président de

l'Assemblée nationale en 1993. En grande partie grâce aux rénovateurs, son capital sympathie dépassait le seul RPR.

Quel a été le rôle d'un autre ténor UDF de l'époque, François Léotard, resté en dehors ?

Il était furieusement vexé que cela se fasse sans lui. Le renouveau, la modernité, c'était son fond de commerce. Mais ce n'était qu'un homme de médias. Il a par la suite tenté de lancer des rénovateurs concurrents. Un flop.

Dans quel état jugez-vous la droite aujourd'hui ?

Calamiteux. Tant qu'elle n'aura pas ses références et ses idées claires, elle continuera à s'autodétruire dans des querelles de personnes, de fric. Elle a besoin d'une profonde refondation intellectuelle. Elle a aussi besoin de former des cadres. Elle n'en a plus. Elle se contente trop souvent d'adouber des individualités, de les mettre en place ; cela se termine régulièrement dans l'opportunisme et l'arrivisme. La seule période où elle ne l'a pas fait, c'est au lendemain de la deuxième guerre lorsque le MRP et le CNI ont vu arriver les militants de la JAC (Jeunesse Agricole Catholique) ayant une excellente formation civique et sociale. Enfin, dernière erreur, la droite estime que le pouvoir lui est dû, alors que la gauche pense qu'il est à conquérir.

Trouvez-vous dans la jeune génération des tempéraments comme les vôtres ?

Aujourd'hui, dans les partis, ils sont assez individualistes. C'est une grande différence avec nous qui chassions en bande ; c'est toujours ce que j'ai aimé dans la politique. Eux ne pensent qu'à la présidentielle, ça les rend fous. C'est pourquoi je suis opposé à l'élection du président au suffrage universel direct. C'est le talon d'Achille de la Ve République. Notre régime est une fausse monarchie : nous en avons les défauts sans les aspects positifs. Mais il y a de vrais signes d'espoir portés par ses nouveaux non-conformistes, ses «jeunes insoumis» qui ont créé des cercles de réflexion, des think tanks, des courants dans les partis. L'époque n'est plus à la rénovation, elle est à la refondation, tant sur le plan moral qu'institutionnel. Il est urgent qu'un groupe de jeunes leaders se lève pour dire à leurs aînés «ça suffit». Les Français en ont assez des hommes politiques qui, après s'être déconsidérés dans des affaires financières, après avoir accumulé échec sur échec dans la conduite des affaires du pays, essayent de revenir comme hommes providentiels. Le temps n'est-il pas venu d'organiser les formations politiques à partir des territoires plutôt que de continuer à le faire à partir de formations parisiennes vermoulues ?

La politique vous manque ?

Oui, bien sûr, elle me manquera toujours. C'est ma vie. Aujourd'hui j'en fais d'une autre façon et j'essaie de transmettre cette passion. Ainsi, une nouvelle équipe municipale vient de s'installer à Belley, la ville dont j'ai longtemps été maire. Pendant deux ans, je l'ai aidée.

Vous avez des regrets ?

Oui. Comme tout le monde, je ne referai pas de la même manière ce que j'ai vécu. On fait tous des erreurs. Par exemple, j'ai trop cumulé. En 1986, j'ai également refusé d'être ministre dans le gouvernement Chirac parce Raymond Barre disait qu'il ne fallait pas cohabiter. J'aurais dû accepter. En 1998, pour la présidence du conseil régional de Rhône-Alpes, je n'ai pas été assez rusé. Il aurait suffi que je fasse élire le doyen des élus à la présidence et attendre que la tempête se calme. J'ai crû que la clarté et la droiture suffisait ; il fallait en plus la ruse pour ne pas tomber dans le piège tendu par la gauche et le politiquement correct.